

CONTRE LES FÉMINICIDES ET TOUTES LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 23 NOVEMBRE!

ASSEZ DE BLABLA POUR LA SOI-DISANT GRANDE CAUSE NATIONALE !

Le Grenelle des violences rendra ses conclusions le 25 novembre. Marlène Shiappa, Secrétaire d'État à l'Égalité, a annoncé en grandes pompes que plus d'un milliard d'euros était désormais consacré à l'égalité femmes hommes et à la lutte contre les violences faites aux femmes. Mais sans dire que 75 % de ce chiffre concerne en fait des dépenses de coopération internationales... prévues sur 3 ans !

Dans le même temps, le gouvernement a supprimé discrètement l'Observatoire qui dénombrait notamment les violences sexistes et sexuelles.

Truquer ainsi la réalité est honteux et révoltant.

De plus, le gouvernement ne propose que des mesures répressives, en réactions aux violences, et ne présente rien sur la formation ou l'éducation

Dans ces conditions, nous n'attendons rien de ce Grenelle.

MOBILISONS-NOUS TOUTES ET TOUS CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES !

Que ce soit dans la rue, le métro, au sein de notre famille ou de notre couple, ou encore au travail, les agressions, harcèlements, violences sexistes et sexuelles, pouvant aller jusqu'au féminicides, nous touchent toutes à des degrés divers.

Plus de 135 femmes ont été tuées depuis janvier 2019 par leur compagnon ou ex compagnon. Plus d'un tiers d'entre elles avaient porté plainte.

Une femme sur 5 sera victime de harcèlement sexuel au cours de sa carrière professionnelle.

Notre secteur d'activité n'en est pas exempt : bizutages dégradants dans nos écoles, ambiances sexistes sur les lieux de travail, harcèlements sexuels, voire viols.



MOBILISONS-NOUS CONTRE LES VIOLENCES ECONOMIQUES ET POLITIQUES AUSTERITAIRES

En plus des 2 mois de salaires qu'une femme perd chaque année, nos métiers, fortement féminisés, ne sont pas reconnus à hauteur de leurs qualifications et responsabilités ainsi qu'au niveau de leur pénibilité. Ils font aussi partie des plus précaires.

La casse du code du travail et l'assouplissement des conditions de licenciement précarise toujours plus les femmes, et isolent toujours plus celles qui vivent des violences. Les réformes des retraites, du chômage et des services publics vont être autant d'entraves aux possibilités d'autonomie des femmes victimes de violences : comment quitter le foyer lorsqu'on n'a pas d'argent ? Partir avec ses enfants lorsque l'école est à 50 km ou qu'il n'y a plus de ligne de train pour sortir de son village ?

De même comment permettre un réel suivi des femmes victimes de violences quand les permanences téléphoniques sont saturées et qu'on ne rajoute pas de moyens ? Quand on diminue les budgets des associations qui luttent contre les violences faites aux femmes, ou pour aider les victimes ? Quand on met des référent-es violences dans les hôpitaux sans embaucher de personnel ?

MOBILISONS-NOUS POUR DES MESURES AMBITIEUSES !

SUD Santé Sociaux exige des mesures ambitieuses et des moyens financiers pour que la lutte contre les violences faites aux femmes soit une priorité.

Nous exigeons

- des moyens humains et financiers pour pouvoir accueillir dignement les femmes qui portent plainte, les écouter et mettre en œuvre des moyens de protection,
- l'application de l'ordonnance de protection,
- l'augmentation des moyens pour les associations qui accueillent les femmes victimes de violences,
- une éducation non sexiste dès le plus jeune âge,
- des formations obligatoires pour les professionnel.les de santé, du médico-social et du social,
- la revalorisation des salaires des métiers dits « féminins » et la reconnaissance des qualifications, des responsabilités et de la pénibilité (horaires, amplitude, rythmes de travail),
- de véritables mesures contre les ambiances sexistes et le harcèlement sexuel au travail.